Bulletin Intérieur

DU PARTI SOCIALISTE S.F.I.O.

Oct 1966 — N° 146

SOMMAIRE

PAGES

ELECTIONS LEGISLATIVES :

RELANCE DE LA SOUSCRIPTION 1

LE COMITE DIRECTEUR

DECISIONS DU 25 MAI AU
7 SEPTEMBRE 1966 3

COURS ETUDIANTS SOCIALISTES 8

LE BUREAU DU PARTI

DECISIONS DU 27 AVRIL AU
14 SEPTEMBRE 1966 9

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Le Directeur de Publication:
Robert FOUQUART

12, Cité Malesherbes - PARIS (9e)

ASSOCIATION des AMIS
du
PARTI SOCIALISTE S.F.I.O.

A.A.P.S.
12, Cité Malesherbes
PARIS (9°) - C.C.P. PARIS 5241-76

Pour les prochaines élections législatives

SOUSCRIPTION PERMANENTE

RELANCE DE LA SOUSCRITION

POUR les élections présidentielles, l'effort de souscription de nos militantes et militants a été remarquable. Notre " Populaire de Paris " a publié les résultats Section par Section, et même nom par nom pour les individuels. Par l'effort conjugué des inlassables supporters de l'"Association des Amis du Parti Socialiste S.F.I.O." (A.A.P.S.) plus de seize millions d'anciens francs ont pu ainsi être collectés .

***

AU premier comme au second tour du scrutin présidentiel, le Pouvoir a été touché .

IL FAUT, AUX PROCHAINES LEGISLATIVES, RENDRE DEFINITIVEMENT LA REPUBLIQUE AUX CITOYENS.

***

FACE aux forces unies de la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste (F.G.D.S.), des adversaires qui usent et abusent, qui useront et abuseront plus encore, au fil des semaines, d'une radio et d'une télévision financées pourtant par tous les Citoyens, face à nous un Président de la République oublieux de la Constitution qu'il a juré de respecter et de faire respecter et qui se comporte en véritable chef de Parti.

FACE A NOUS DONC DES MOYENS TECHNIQUES ET FINANCIERS CONSIDERABLES .

***

MAIS notre force est grande; notre idéal n'est pas basé sur le culte d'une personnalité; les banques d'affaires ne nous soutiennent pas, bien sûr, mais nous savons que nous avons déjà à nos côtés et que nous serons rejoints dans la lutte par une multitude de militantes et de militants pour la distribution de tracts, pour l'affichage, pour la réunion publique, pour la propagande quotidienne , si efficace, sur les lieux mêmes du travail .

ET TOUT CELA REPRESENTE VRAIMENT UNE GRANDE FORCE GRÂCE A LAQUELLE NOUS ENGAGERONS LE FER AVEC SERENITE.

***

Encore faut-il pouvoir donner à tous ces dévouements qui s'offrent, ou qui vont s'offrir, matière à s'employer. Les tracts, les affiches, leur expédition, les déplacements d'orateurs coûtent cher, de plus en plus cher malgré les affirmations gouvernementales quotidiennes sur la soi-disant stabilité .

***

QUI, SINON LES SOCIALISTES , LES DEMOCRATES, LES REPUBLICAINS POURRONT NOUS FOURNIR L'INDISPENSABLE "NERF DE LA GUERRE " ?

***

ALORS, une fois encore, comme à chaque confrontation électorale depuis que la gauche existe et se bat, c'est à un véritable travail de fourmis que nous vous convions dès maintenant, en préparation des prochains combats. Il n'est vraiment pas trop tôt pour commencer à nous donner les moyens matériels d'une issue victorieuse .

Le Comité Directeur et le Groupe Parlementaire ont ouvert la voie. Les Elus départementaux et locaux sont alertés. Les Sections, les Militants sont mobilisés par lettre individuelle. L'A.A.P.S. redouble d'efforts. Pas un Démocrate, pas un Républicain qui ne soit sollicité par nos militants dont chacun devient un collecteur permanent .

FRANC PAR FRANC, C'EST TOUS ENSEMBLE QUE NOUS ALLONS CONSTITUER UN TRESOR DE GUERRE POUR LA VICTOIRE REPUBLICAINE QUE LE PAYS ATTEND .

***

LES fonds recueillis dans nos rangs seront mutipliés par ceux de nos sympathisants et amis.

Voilà, camarades, une des premières tâches de cette rentrée automnale.

CHACUN CONSULTE SES MOYENS," TAPE " LES AMIS ET TRANSMET CES FONDS A L'ADRESSE INDIQUEE CI-DESSOUS .

De ce premier effort dépend que soient bien engagés les combats victorieux de demain.

A tous, d'avance, merci !

Sentiments fraternellement socialistes.

Guy MOLLET .
Secrétaire Général.

FONDS ET LISTES A ADRESSER
A.A.P.S. 12 Cité Malesherbes Paris 9e
CCP PARIS 5241-76

LE COMITÉ DIRECTEUR

DÉCISIONS du 25 Mai au 7 Septembre 66

REUNION DU 25 MAI 1966

Président : J. PIETTE

I. RATIFICATION DES DECISIONS PRISES PAR LE BUREAU DU PARTI

Les décisions prises les 6 et 27 Avril, 4 et 11 Mai sont ratifiées.

II. CAS ANTONI et RAOUX

Le principe de l'exclusion est admis. La sanction ne sera officialisée qu'à la prochaine réunion du Comité Directeur. Pendant ce délai, Gaston DEFFERRE verra ANTONI et le Secrétariat Général écrira de nouveau à RAOUX .

III. MOUVEMENT D'ACTION " PACEM IN TERRIS "

Nos camarades doivent répondre à cette organisation que, le Parti ayant sa propre politique de paix , ils n'estiment pas utile de disperser leurs efforts .

IV. GREVES DU 17 MAI

Un communiqué a été adopté . Il sera proposé demain à l'Exécutif de la F.G.D.S.

Le texte ci-après a été publié:

" Le 17 Mai, quatre millions de salariés des secteurs public et privé ont cessé le travail à l'appel de leurs organisations syndicales .

" Ils ont exigé une amélioration de leurs conditions de vie et de travail et l'ouverture ou la reprise de négociations véritables avec le gouvernement et le patronat.

" L'ampleur du mouvement et des manifestations qui l'ont accompagné a montré la totale identité de vues entre l'ensemble des travailleurs et les organisations syndicales , confirment ainsi l'autorité dont elles disposent .

" La Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste , en apportant le soutien de ses militants et de ses élus, a affirmé la solidarité naturelle entre les organisations politiques et syndicales représentatives du monde du travail. Elle se réjouit de ce que cet appel ait été entendu et que ses militants et ses élus aient mis tout en oeuvre pour aider au succès du mouvement .

" Le gouvernement prendrait une lourde responsabilité en restant sourd aux revendications légitimes des salariés et de leurs organisations syndicales. Il provoquerait, en agissant ainsi, de nouveaux rebondissements d'une crise sociale rendue inévitable par une politique économique et financière réactionnaire .

" La Fédération de La Gauche Démocrate et Socialiste réaffirme en conséquence son soutien total aux revendications exprimées par la grève du 17 Mai ".

V. DESIGNATION DE NOTRE REPRESENTATION AU 6ème CONGRES DE L'ALLIANCE SOCIALISTE DU PEUPLE TRAVAILLEUR DE YOUGOSLAVIE

Mandat est donné au Bureau de désigner le ou les deux camarades qui nous représenteront au Congrès.

VI. INVITATION DU PARTI COMMUNISTE DE TCHECOSLOVAQUIE

Avis favorable de prinicipe à l'envoi d'une délégation en septembre ou octobre.

VII. REGION PARISIENNE . NOUVELLES STRUCTURES FEDERALES

La Commission désignée par le Comité Directeur est chargée de préparer des propositions à soumettre à la prochaine réunion du C.D. en tenant compte des décisions pri...

Fondation Jean Jaurès

ses par les Congrès fédéraux de la Seine et de la Seine-et-Oise. Les propositions de la Commission seront envoyées aux membres du CD huit jours avant la réunion .

VIII. F.G.D.S.

Le Secrétaire Général informe le Comité Directeur des conditions dans lesquelles :

1°) la représentation des trois familles a été portée à 18 membres ;

2°) l'équipe formatrice du contre-gouvernement a été constituée .

Le Comité Directeur approuve la désignation d'Ernest CAZELLES et de Pierre HERBAUT comme membres titulaires et suppléant de l'Exécutif de la F.G.D.S.

D'autre part, mandat est donné à la délégation du Parti d'obtenir que l'élaboration du programme de la F.G.D.S. demeure de la compétence de l'Exécutif.

IX. PROJET DE REFORME DE L'ENSEIGNEMENT

Après avoir entendu l'exposé de Louis FAUCON sur le projet établi par la Section "Education Nationale" de la C.N.E., il est décidé de consacrer une réunion spéciale du Comité Directeur à l'étude de ce problème .

Cette réunion se tiendra dans un délai de trois semaines à compter de ce jour . La date en sera fixée par le Secrétariat Général en accord avec Ch. PINEAU, FAUCON et MALEVILLE .

Seront en outre invités à cette réunion :

1°) les parlementaires appartenant aux Commissions de l'Education Nationale de l'Assemblée Nationale et du Sénat ;

2°) deux responsables des Cercles Jean JAURES .

D'autre part, d'ici 15 jours dernier délai, les membres du Comité Directeur pourront fournir au Secrétariat Général leurs observations ou suggestions sur le projet rapporté par Louis FAUCON .

X. SEMINAIRE SUR LES PROBLEMES DE POLITIQUE ETRANGERE

Ce séminaire se tiendra le vendredi 10 Juin prochain .

Y participeront : Guy MOLLET, CHANDERNAGOR, JAQUET, MOCH, PIETTE, PINEAU, PONTILLON, RAUST .

***

REUNION DU 15 JUIN 1966

Président : G. GUILLE

I. INVITATION A LA JOURNEE D'ETUDES DU GROUPE RENCONTRES (samedi 18 juin)

Gérard JAQUET y assistera .

***

II. EXAMEN DU PROJET DE REFORME DE L'ENSEIGNEMENT

Après avoir entendu les rapports de L. FAUCON, Ch. PINEAU et MALEVILLE il est procédé à une large discussion au terme de laquelle il est décidé :

I°) de faire connaître aux Présidents des groupes parlementaires que le Comité Directeur souhaite le dépôt rapide du projet de réforme établi par la Section de l'Education Nationale et mis au point en tenant compte des suggestions présentées. Pierre METAYER est chargé de cette mission .

II°) de publier un document comprenant l'exposé des motifs du projet et les textes présentés par MALEVILLE et PINEAU. Dans la préface il sera précisé :

a) que les problèmes concernant le contenu de l'enseignement feront l'objet d'une étude ultérieure ;

b) que les lecteurs sont invités à faire connaître leurs observations et suggestions .

Fondation Jean Jaurès

REUNION DU 22 JUIN 1966

Président : A. RAUST

I. RATIFICATION DES DECISIONS PRISES PAR LE BUREAU DU PARTI

Les décisions prises les 1er et 8 Juin sont ratifiées .

II. CAS ANTONI et RAOUX

Après avoir pris connaissance de la réponse d'ANTONI, le Comité Directeur unanime prononce officiellement l'exclusion du Parti d'ANTONI et de RAOUX .

III. PRESENCE DES ELUS DU PARTI AUX MANIFESTATIONS AUXQUELLES ASSISTENT DES MEMBRES DU GOUVERNEMENT

Soucieux de définir avec précision l'attitude à adopter par les élus du Parti, les dispositions suivantes ont été approuvées à l'unanimité, après appel nominal :

1°) Cas du Président de la République et du Premier Ministre

- interdiction aux élus socialistes d'assister aux manifestations ou réunions, y compris celles des C.O.D.E.R. organisées à l'occasion des déplacements du Président de la République ou du Premier Ministre ;

- est également interdite la présence aux réceptions organisées à Paris par le Président de la République et le Premier Ministre .

2°) Cas des autres membres du gouvernement :

a) interdiction :

- les élus socialistes ne peuvent inviter un membre du gouvernement à présider une manifestation;

- les élus socialistes ne peuvent assister aux manifestations organisées par d'autres à l'occasion de la venur d'un membre du gouvernement .

b) non-interdiction :

Les élus socialistes peuvent assister :

- aux séances de travail organisées soit dans un ministère, ... , soit lors de la visite d'un membre du gouvernement dans un département; mais ils doivent s'abstenir de participer au banquet ou à toute autre manifestation publique qui peut avoir lieu à cette occasion ;

- aux congrès d'associations placés sous la présidence d'un ministre; il leur est recommandé de profiter de la circonstance pour exprimer leurs critiques à l'égard de la politique du pouvoir .

Le Comité Directeur traduira automatiquement devant la C.N.C. les camarades qui ne respecteraient pas les règles ci-dessus .

Mandat est donné au Secrétaria Général de notifier la présente décision aux élus nationaux et aux fédérations. La circulaire d'application devra souligner dans les considérants :

1°) le caractère pré-électoral de tous les déplacements officiels;

2°) l'attitude du Président de la République qui est sorti de son rôle d'arbitre ;

3°) le fait que le régime exploite à son seul profit tous les moyens d'information .

IV. F.G.D.S.

Après une discussion approfondie sur le programme, les rapports avec le P.C.F. et la présidence de la Fédération, il est décidé :

1°) que le Comité Directeur consacrera la journée du 6 Juillet à l'examen du programme. Les camarades spécialisés dans les problèmes de la construction y seront invités . La proposition du Secrétaire Général du Parti tendant à mettre l'accent sur trois problèmes essentiels :

- l'Education Nationale ;
- le droit au logement ;
- la réforme de l'entreprise,

est retenue .

2°) que la délégation du Parti

à l'Exécutif de la F.G.D.S. proposera la reconduction de F. MITTERRAND à la présidence étant donné que la campagne électorale est virtuellement ouverte. En même temps, nous demanderons que la rotation soit appliquée pour le délégué national.

V. REGION PARISIENNE. NOUVELLES STRUCTURES FEDERALES

Les directives établies par la Commission désignée par le Comité Directeur seront communiquées à un certain nombre de camarades des Fédérations intéressées qui auront à faire connaître leurs observations et suggestions .

La Commission établira ensuite ses conclusions qui seront soumises au Comité Directeur .

VI. CONFERENCE DE PRESSE DU SECRETAIRE GENERAL DU PARTI

Avis favorable .

VII CONGRES NATIONAL

Avis favorable de principe à la tenue d'un Congrès National en septembre-octobre 1966 .

***

REUNION DU 6 JUILLET 1966

Présidents: J. PIETTE
A. LE FLOCH

I. EXAMEN DU PROGRAMME

1°) Construction

Approbation du rapport présenté par A. SPINETTA sur le programme et la politique des prix, des loyers , et du financement .

2) Politique du travail

Les conclusions présentées par G. DEFFERRE sont adoptées en précisant :

A. que pour l'âge de la retraite, le Comité Directeur demande :

a) que les femmes aient la possibilité de prendre leur retraite, avec pension complète, à l'âge de 60 ans;

b) l'augmentation des pensions de retraite afin d'assurer une vie décente aux travailleurs ayant cessé leurs activités ;

c) l'abaissement de l'âge de la retraite pour les travailleurs exerçant un métier pénible ;

d) l'abaissement progressif de l'âge de la retraite pour l'ensemble des travailleurs .

B. qu'en ce qui concerne la participation des travailleurs à la gestion des entreprises, le Comité Directeur retient l' idée de l'appropriation collective, au profit des travailleurs de la part des bénéfices consacrée à l'auto-financement net, sous les trois réserves suivantes :

- cette appropriation ne peut être réalisée sur le plan de l'entreprise, mais sur le plan national ou régional

- il y a lieu de distinguer, en matière d'investissements, entre ceux qui correspondent à l'amortissement normal du capital (obligations) et du matériel et ceux qui correspondent à un enrichissement ;

- les cadres ouvriers doivent être formés progressivement aux tâches de gestion qui correspondent à une telle appropriation.

3°) Problèmes économiques

Les grandes lignes du rapport de Jacques PIETTE sont adoptées .

4°) Problème du service civil

Le Comité Directeur se prononce

a) pour le maintien du service militaire obligatoire pour tous ;

b) pour l'utilisation des jeunes gens du contingent à des fins civiles, mais contre la création d'un service civil.

***

Fondation Jean-Jaurès

/ REUNION DU 7 SEPTEMBRE 1966 /

Président : Claude FUZIER

I. RATIFICATION DES DECISIONS PRISES PAR LE BUREAU DU PARTI

Les décisions prises le 20 Juillet 1966 sont ratifiées .

II. SECTION DE POINTE-A-PITRE

(Fédération de La Guadeloupe)

Le Comité Directeur unanime estime qu'en ralliant publiquement le gaullisme derrière VALENTINO, la Section de Pointe-à-Pitre s'est mise elle-même hors du Parti .

III. DATE ET ORDRE DU JOUR DU CONGRES NATIONAL EXTRAORDINAIRE

30 et 31 Octobre 1966 .

Ordre du jour :

- Vie de la F.G.D.S.
- Préparation des élections législatives ;
- Situation politique générale.

IV. ORGANISATION DU PARTI DANS LA REGION PARISIENNE

Les dispositions suivantes ont été adoptées :

1°) 7 fédérations sont constituées dans les 7 départements issus du découpage de la région parisienne (Paris, Seine St Denis, Hauts-de Seine, Val de Marne, Val d'Oise, Essonne, Yvelines);

2°) recommandation aux 4 fédérations (Paris, Hauts de Seine, Seine St-Denis, Val de Marne), de créer un organisme commun dont elles fixeront elles-mêmes les compétences exactes. Ces Fédérations sont, en outre, invitées à faire connaître au Comité Directeur leurs observations sur cette proposition.

V. F.G.D.S.

1°) Programme :

Le programme publié dans le "Populaire de Paris" est ratifié sous réserve de quelques modifications, notamment au chapître de la politique sociale .

2°) Cas MATALON :

Le Comité Directeur se prononce contre la participation de MATALON et de son organisation aux travaux de la F.G.D.S. départementale .

3°) Cas André MARIE :

Les délégués du Parti refuseront l'investiture de la F.G.D.S. à André MARIE .

4°) Problème des adhésions :

Il sera proposé à la F.G.D.S. d'adopter la règle suivante :

Chacune des familles membres de la F.G.D.S. prend l'engagement de ne pas accepter dans ses rangs un membre régulièrement exclu depuis moins de trois ans par l'une des autres familles (exception faite des cas où la famille ayant prononcé l'exclusion donnerait son accord).

5°) Attitude de certains membres de la Convention des Institutions Républicaines

Le texte ci-après est adopté :

Une délégation composée de G. DEFFERRE, G. GUILLE et A. LAURENT rencontrera F. MITTERRAND pour lui demander de faire cesser les attaques dans la presse, par des membres de la Convention des Institutions Républicaines, non seulement contre le Parti et ses dirigeants, mais également contre le Parti radical et la F.G.D.S. elle-même .

VI. SITUATION AU VIET-NAM

Christian PINEAU est chargé de préparer un projet de communiqué qui sera proposé à l'Exécutif de la F.G.D.S. du 8 Septembre 1966 .

***

COURS ÉTUDIANTS SOCIALISTES 1965-1966

La 4ème série de cours donnés aux Etudiants Socialistes en 1965- 1966 sera bientôt ronéotypée entièrement . Dès maintenant lës commandes peuvent être adressées à

Robert FOUQUART,
12, Cité Malesherbes - PARIS (9°)
C.C.P. PARIS 5570-17.

La série complète de cours est cédée au prix de cinq francs. Mentionner au dos du mandat le numéro de la série commandée .

La 4ème série de cours E.S. comprend :

I. - LES FONDEMENTS DE LA DOCTRINE SOCIALISTE
par Roger QUILLIOT

2. - LE ROLE DES PARTIS DANS LA DEMOCRATIE
par Guy MOLLET (en préparation)

3. - LE ROLE DES MOYENS DE DIFFUSION DANS LA DEMOCRATIE
par Pierre HERBAUT

4. - LE SOCIALISME ET L'ENSEIGNEMENT
par Maurice DEIXONNE

5. - L'AMEN_AGEMENT DU TERRITOIRE
par Jacques PIETTE (en préparation)

6. - LA DEMOCRATIE ECONOMIQUE
par Albert GAZIER

Collection Léon-Laure

LE BUREAU DU PARTI

DÉCISIONS du 27 Avril au 14 Septembre 66

REUNION DU 27 AVRIL 1966

I. INVITATION AU 6ème CONGRES DE L'ALLIANCE SOCIALISTE DU PEUPLE TRAVAILLEUR DE YOUGOSLAVIE (7 au 11 Juin 1966)

Avis favorable à la représentation du Parti à ce Congrès par un ou deux camarades à désigner par le prochain Comité Directeur .

II. CONGRES NATIONAL DE LA JEUNESSE SOCIALISTE

Pierre MAUROY fait un bref compte-rendu du Congrès, en soulignant les progrès du recrutement .

III. JOURNEE NATIONALE CONTRE LE RACISME, L'ANTISEMITISME ET POUR LA PAIX (Paris, 8 Mai 1966)

Mandat est donné à la Fédération de la Seine de prendre contact avec la L.I.C.A. et d'apprécier ensuite si elle doit représenter le Parti à la manifestation du 8 Mai.

IV. MANIFESTATIONS ENVISAGEES EN 1966 PAR LE P.C.F. ET LA C.G.T. POUR COMMEMORER LE 30ème ANNIVERSAIRE DU FRONT POPULAIRE ET DES CONQUETES SOCIALES DE 1936

Pour prévenir toute tentative du P.C.F. et de la C.G.T. de nous entraîner dans des manifestations communes, il sera proposé au Comité Directeur d'organiser, au nom du Parti, une réunion publique au cours de laquelle Jules MÛCH rappellera les réalisations du gouvernement Léon BLUM. La présidence de cette réunion sera offerte à François MITTERRAND .

De toute façon, le Parti ne participera pas à des actions communes avec le P.C.F. ou ses filiales.

Les Fédérations seront invitées, le moment venu, à observer la même attitude sur le plan départemental .

V . DECLARATION DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE SUR LE FONCTIONNEMENT DU SENAT

Le communiqué ci-après a été publié :

" Le récent déplacement du Général
" de Gaulle a été l'occasion pour le
" "chef de l'Etat" de manifester
" une nouvelle fois sa défiance à
" l'égard de l'ensemble des corps
" élus .

" Sous le prétexte d'étudier les pro-
" blèmes économiques sur le plan
" régional, le pouvoir a, en réalité,
" traité par le mépris les conseils
" municipaux et les conseils généraux
" élus et responsables, pour ne s'a-
" dresser qu'à des organismes consul-
" tatifs et irresponsables, quelle
" que soit la qualité de leurs mem-
" bres. Au lieu d'aboutir à une véri-
" table et nécessaire décentralisa-
" tion, il aggrave ses méthodes au-
" toritaires et centralistes .

" Non seulement, aujourd'hui, il
" transfère aux collectivités loca-
" les des charges incombant normale-
" ment à l'Etat, mais encore il fait
" cautionner par des organismes non
" élus ses propres décisions, alors
" que les conséquences financières
" de celles-ci se traduiront par des
" impôts locaux majorés, dont l'im-
" popularité retombera sur les élus
" qui n'en auront pas décidé .

" Dans le même esprit, le "chef de
" l'Etat" a, une nouvelle fois, mis
" en cause l'existence du Sénat.
" C'est d'abord la revanche contre

.../...

" une Assemblée, aujourd'hui l'un " des bastions de la défense de la " République. C'est aussi la pour- " suite d'un dessein formé de lon- " gue date par le pouvoir pour a- moindrir le rôle représentatif du " Parlement au profit d'assemblées " consultatives et irresponsables " composées pour une large part de " personnalités désignées et non " élus .

" Le Bureau du Parti dénonce avec " fermeté une évolution tendant, à " tous les échelons, à substituer " aux représentants élus de la po- " pulation et des collectivités " l'autorité d'une technocratie " étroitement dépendante du gouver- " nement " .

VI . DEMANDES DE LA COMMISSION EXECUTIVE DU GROUPE PARLEMENTAIRE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

1°) Reprise des contacts avec les parlementaires des pays de l'Europe occidentale :
avis favorable .

2°) Attitude du Secrétariat du Groupe vis-à-vis des lettres des syndicats affiliés à la C.G.T.

Le Bureau estime qu'il faut y répondre .

VII . F.G.D.S.

Guy MOLLET rend compte au Bureau de son entrevue avec François MITTERRAND, notamment sur les problèmes concernant :

- les candidats aux prochaines élections législatives ;

- la composition de l'Exécutif et du Secrétariat national de la F.G.D.S. ;

- l'équipe formatrice .

***

/ REUNION DU 4 MAI 1966 /

I. INVITATION DU CENTRE D'ETUDES SOCIOLOGIQUES .

Pas d'inconvénient à ce que Roger QUILLIOT participe aux travaux du Comité sur les problèmes de la gauche .

II. LETTRE DE LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME AU SUJET DE LA CELEBRATION DU TRENTENAIRE DU FRONT POPULAIRE

Mandat est donné au Secrétariat Général de répondre à la Ligue des Droits de l'Homme que le Bureau du Parti a déjà décidé d'organiser, sous la présidence de François MITTERRAND, une manifestation publique au cours de laquelle Jules MOCH rappellera les réalisations du gouvernement Léon BLUM .

III. DESIGNATION D'UN REPRESENTANT DU PARTI A LA COMMISSION " JEUNESSE " DU BUREAU DE LIAISON DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

Pierre MAUROY est chargé de désigner un camarade.

IV. F.G.D.S. EQUIPE FORMATRICE

Le Bureau demande au Secrétaire Général du Parti d'insister auprès de François MITTERRAND pour que demain il se limite à annoncer une équipe formatrice restreinte .

***

/ REUNION DU 11 MAI 1966 /

I. CAS ANTONY et MAJUX

Mandat est donné au Secrétariat Général de faire connaître aux intéressés, par lettre recommandée avec accusé de réception, que leur comportement est incompatibe avec l'appartenance au Parti et qu'en conséquence il sera proposé au Comité Directeur du 25 Mai courant de prononcer leur exclusion .

II. DEMANDE DES EDITIONS "PLANETE " SOLLICITANT LA COLLABORATION DU PARTI A LEUR NOUVELLE COLLECTION "DOSSIER POLITIQUE DE L'ELECTEUR FRANCAIS "

Avis favorable de principe .

Le Secrétariat Général est chargé de désigner les camarades qui auront à répondre aux questions posées .

III. SOLIDARITE AVEC LES GREVISTES DU 17 MAI 1966

Le texte proposé par le Bureau sera proposé demain à l'Exécutif de la F.G.D.S.

En définitive, le communiqué ci-après, qui reprend à quelques modifications près le texte du Bureau du Parti, a été publié :

" Le 17 Mai, les fonctionnaires, les " enseignants, les travailleurs de " la plupart des services publics " et ceux de plusieurs grandes in - " dustries vont cesser le travail " pour protester contre la politique " de régression sociale du gouverne- " ment .

" Toutes les grandes organisations " syndicales, F.O. , C.F.D.T., C.G.T. " et F.E.N, participent au mouvement " et revendiquent la reconnaissance " de leur droit à négocier effecti- " vement les rémunérations et les " conditions de travail. Le Bureau " de la C.G.T.-F.O. a montré que la " grève avait été rendue nécessaire " pour obtenir de véritables négo- " ciations " qu'empêchent le gouver- " nement et le patronat. L'appel de " la C.G.T. et de la C.F.D.T. dénon- " ce " l'intransigeance gouvernemen- " tale " et " l'arrogance du C.N.P.F. " qui vient une nouvelle fois d'op- " poser son refus aux propositions " de négociations". Enfin, la F.E.N. " a souligné que le gouvernement per- " sistait dans son refus de toute " discussion et de toute concession".

" La Fédération de la Gauche Démocra- " te et Socialiste appuie les tra - " vailleurs dans leur lutte pour la " défense et l'extension des liber- " tés syndicales et des accords col- " lectifs, pour l'augmentation des " salaires, traitements et pensions, " pour la suppression des zones de " salaires et des disparités régio- " nales, pour la sécurité de l'emploi " et pour l'amélioration des condi- " tions de travail .

" Elle estime nécessaire que soien " engagées des négociations en vue " d'aboutir à des résultats positi " garantissant aux salariés des se " teurs publics et privés la juste " rémunération d'un travail sans l " quel la prospérité nationale ser " impensable .

" Elle se déclare solidaire des gr " vistes du 17 Mai et invite tous " démocrates socialistes à partici " activement au mouvement en répon- " dant avec enthousiasme aux appels " des organisations syndicales et " soutenant, par tous les moyens dor " ils disposent en tant que militar " ou élus, les actions prévues par " elles ".

IV. PRESENCE DES SOCIALISTES AUX REUNIONS ORGANISEES DANS LE PAYS A L'OCCASION DES VOYAGES DU PREMIER MINISTRE

Etant donné que les déplacement du Premier Ministre sont essentiellement inspirés par des préoccupations électorales, le Bureau estime que le Parti doit adopter vis-à-vis du Premier Ministre la même attitude qu'à l'égard du Président de la Républiqu

En conséquence, mandat est donn au Secrétariat Général d'inviter tous les élus socialistes à ne pas assister aux réunions organisées à l'occasion des voyages du Premier Ministre .

V. F.G.D.S.

Après avoir été informé des dernières dispositions envisagées par François MITTERRAND pour la constitution du " contre gouvernement ", le Bureau unanime donne mandat au Secrétaire Général d'accepter les propositions .

/ REUNION DU 1er JUIN 1966 /

I. ECHANGES FRANCO-ALLEMANDS- ORGANISATION D'UNE TABLE RONDE SUR L'AVENIR DE L'ALLEMAGNE

René SCHMITT y assistera comme observateur .

II. DEMANDE D'INTERVIEW ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL DU PARTI PAR LE JOURNAL " 24 heures "

Le Bureau estime qu'il n'y a aucun intérêt à ce que le Secrétaire Général du Parti donne une interview à ce journal .

III. ASSOCIATION DES MAIRES DES GRANDE VILLES .

Etant donné que le caractère politique de cette association se manifeste de plus en plus clairement, mandat est confié au Secrétaire Général de faire connaître aux camarades maires contactés par André MORICE qu'ils ne doivent participer aux travaux de l'association, et notamment à la réunion du 29 Juin à Lyon, que s'ils obtiennent au préalable l'engagement que la discussion ne portera pas sur les problèmes de politique générale .

IV. PRESENCE D'ELUS SOCIALISTES AUX MANIFESTATIONS AUXQUELLES ASSISTENT DES MEMBRES DU GOUVERNEMENT

Le Bureau confirme son opposition à la présence d'élus socialistes aux manifestations officielles auxquelles assistent des membres du gouvernement .

Il estime notamment que les manifestations ou réunions organisées en province à l'occasion du déplacement d'un membres du gouvernement ont toujours un caractère politique et qu'en conséquence les élus socialistes doivent s'abstenir d'y participer .

Cette interdiction ne s'étend pas aux séances privées de commissions de travail auxquelles les élus socialistes peuvent être amenés à participer, même en la présence d'un ministre .

En ce qui concerne les Congrès Nationaux des organismes dans lesquels des camarades ont des postes de responsabilité, la présence d'un membre du gouvernement doit être évitée . Si elle ne peut l'être, les camarades devront, dans leur discours, fixer leur position avec netteté à l'égard du pouvoir .

V. 7ème CONGRES DES PARTIS SOCIALISTES DE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE

Mandat est donné à Jacques PIETTE d'insister auprès du Bureau de liaison pour que le Congrès ne se tienne pas à Berlin les 10 et 11 Novembre. Si le Congrès devait avoir lieu à Berlin, il serait préférable de ne pas retenir la date prévue .

VI. COMITE NATIONAL CONTRE LA FORCE DE FRAPPE

1°) Remplacement de Gérard JAQUET au Bureau :

Etant donné que Gérard JAQUET appartenait au Bureau du Comité National en qualité de membre du Bureau du Parti, il convient de pourvoir à son remplacement .

Pierre HERBAUT est désigné .

2°) Protestation contre l'explosion atomique française

Le Bureau unanime estime qu'il faut associer la F.G.D.S. à la protestation. L'Exécutif sera donc saisi de la question .

VII. COLLOQUES DE " DEMOCRATIE NOUVELLE "

Michel DARRAS sera sollicité pour faire un exposé .

***

REUNION DU 29 JUIN 1966

I. COMITE FRANCAIS POUR L'ESPAGNE REPUBLICAINE

Avis favorable à la participation du Parti au meeting du 18 Juillet 1966 .

Claude FUZIER est chargé de contacter GIRAUD pour lui demander de prendre la parole au nom du Parti.

Par ailleurs, J. PIETTE et R. SCHMITT ont été désignés pour suivre les travaux du Comité pendant l'absence de Claude FUZIER .

II. COMITE NATIONAL CONTRE LA FORCE DE FRAPPE

Les représentants du Parti au Comité National contre la force de frappe pourront s'associer à la proposition condamnant l'armement atomique et réclamant le désarmement général, mais ils devront veiller à ce que le Comité ne sorte pas de son rôle en abordant d'autres sujets politiques .

Par ailleurs, si le Comité est saisi d'une proposition tendant à ce que toutes les familles constituant la F.G.D.S. soient représentées au Bureau, nos délégués la voteront .

***

REUNION DU 20 JUILLET 1966

I. LETTRE DE MINJOZ CONCERNANT L'ASSOCIATION DES MAIRES DES GRANDES VILLES

La décision précédente, de ne participer aux travaux de l'association qu'à la condition expresse qu'il n'y soit pas discuté des problèmes de politique générale ni de tactique électorale, est confirmée .

II. PROBLEME DES COMMUNAUTES URBAINES

Le Bureau autorise les Maires Socialistes à participer à la réunion organisée à Paris, à l'initiative de Tinguy du Pouët, Président de l'Association des Maires, sur le problème des communautés urbaines.

III. F.G.D.S.

Il est procédé à un échange de vues au cours duquel sont évoqués les problèmes posés dans les Fédérations de Seine-Maritime, de l'Aude, du Nord et sur la récente élection sénatoriale de la Somme .

***

REUNION DU 14 SEPTEMBRE 1966

I. DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS DE LA "REVUE SOCIALISME" de BRUXELLES SUR LES CLUBS ET LE COLLOQUE DE GRENOBLE

S'il s'agit d'une revue contrôlée par le P.S.B., le Secrétaire Général du Parti recevra un camarade de la revue . Dans le cas contraire, la Direction de la Revue . sera informée qu'il serait préférable qu'elle s'adresse directement aux clubs et aux responsables du colloque de Grenoble .

II. ASSOCIATION "LES AMIS D'YVON DELBOS". ERECTION D'UN MONUMENT A MONTIGNAC S/ VEZERE. SOUSCRIPTION .

La Fédération de la Dordogne sera consultée, mais le Bureau estime que le Parti en tant que tel ne doit pas participer à des souscriptions de ce genre .

III. DELEGATION DU PARTI EN TCHECOSLOVAQUIE

La Délégation a été constituée comme suit: G. MOLLET, FUZIER, GAZIER, PIETTE, PINEAU, PONTILLON .

****